

DOSSIER : LES MÉDIAS DANS LA GUERRE

NewsXchange 2003 : la couverture du conflit irakien

Morand Fachot, attaché médias, UER

2

Incorporés!

Monica Maggioni, correspondant de guerre TG1, RAI

6

Guerre en Irak : la couverture de la chaîne publique indienne

S.Y. Quraishi, directeur général de Doordarshan, le radiodiffuseur national indien

10



NewsXchange

Morand Fachot,
Attaché médias, UER



NewsXchange, dont la deuxième édition se tenait à Budapest les 6 et 7 novembre 2003 derniers, est une conférence à but non lucratif, financée par l'UER et qui bénéficie du soutien des 70 organismes membres de l'Échange d'actualités Eurovision de l'Union et des 29 membres de l'ENEX, société d'échange d'images d'actualité et de collaboration entre stations de télévision commerciales.

Un grand nombre d'agences et de réseaux d'informations internationaux apportent également leur appui à la conférence.

NewsXchange 2003 réunissait de hauts responsables des médias, des experts en sécurité et divers spécialistes, qui ont dressé le bilan de la couverture du conflit, apportant une attention particulière aux

dernières évolutions technologiques en matière de collecte d'informations. Des débats étaient organisés sur les dangers rencontrés par les journalistes dans des régions à risque, pendant ou après un conflit. Les participants ont en outre évoqué les relations tendues entre les médias et les autorités dans certains pays, ainsi que l'influence de la télé-réalité. Près de 340 délégués, de 40 pays, ont participé à la conférence.

Des intervenants de Bagdad, Doha, Jérusalem, Moscou, Londres, Paris et des États-Unis ont pris part aux discussions grâce à 40 liaisons montantes satellitaires assurées par le réseau Eurovision.

Incorporés ou pas ?

L'édition 2003 de NewsXchange s'est ouverte sur deux reportages vidéo, produits respectivement par APTN et Reuters TV : «The Year in Pictures» et «A week in Baghdad», prélude à un débat, modéré par Christiane Aman correspondante internationale à CNN, avec pour thème les rôles respectifs des journalistes «incorporés» dans des unités militaires et des reporters indépendants, opérant indépendamment de toute autorité militaire. La question des possibles tentatives d'influence du traitement de l'actualité par les armées

britannique et américaine a également été évoquée.

Selon Bryan Whitman, porte-parole du ministère américain de la Défense, il est souhaitable que les États-Unis continuent à contrôler l'accès aux zones de conflit : «lorsque des civils se trouvent sur le champ de bataille, nous devons nous assurer qu'ils n'entravent pas le cours des opérations. Or, les journalistes sont bel et bien des civils et non des soldats.»

Selon le colonel Chris Vernon, porte-parole des Forces armées britanniques dans la région du Golfe, la présence de centaines de journalistes en première ligne est un sujet de préoccupation majeur pour les autorités militaires, eu égard à la sécurité opérationnelle, qu'une couverture imprudente ou inopportune des événements peut mettre en péril, mais également en ce qui concerne l'intégrité personnelle des reporters, dont les militaires pourraient être tenus pour responsables.

S'il reconnaît que les journalistes incorporés au sein d'unités militaires assurent une couverture plus efficace à mesure qu'ils se familiarisent avec les tenants et les aboutissants de la guerre moderne, le colonel Vernon a

Age 2003

la couverture du conflit irakien



souligné que la présence d'un grand nombre de reporters sur le champ de bataille est un fardeau pour les militaires en termes de logistique et de sécurité.

Un certain nombre de journalistes, en particulier les indépendants et ceux opérant de bases militaires des forces alliées, ont fait part des difficultés rencontrées en raison des restrictions imposées par les forces de la coalition, des retards dans la transmission de l'information et des efforts déployés pour leur faire adopter la position officielle.

Frustration

Certains militaires ont ressenti le même sentiment de frustration. Le major général Arthur Denaro, de l'armée britannique, a ainsi encouragé

les médias à en apprendre davantage sur l'armée. D'après lui, les militaires font preuve de bonne volonté en suivant régulièrement des formations adaptées, ce qui n'est pas le cas des journalistes.

Le général a également plaidé en faveur d'une intensification des contacts entre militaires et journalistes en temps de paix, afin d'améliorer la couverture médiatique des conflits. Selon lui, la guerre en Irak, largement prévisible, aurait dû fournir l'occasion aux militaires de sensibiliser les journalistes aux différents aspects d'un conflit et permettre aux médias de mieux en cerner les diverses implications.

Le débat a également permis à la BBC et à l'école de journalisme de Cardiff de présenter une étude commune sur l'information et la stratégie mise en place pour «incorporer» les journalistes au sein d'unités de combat.

Le professeur Justin Lewis, directeur adjoint de l'école de journalisme, a fait remarquer que les critiques formulées à l'encontre de journalistes «incorporés», qui auraient tendance à refléter le point de vue des militaires, n'étaient aucunement fondées. Le professeur Lewis a cependant admis que certaines réserves pouvaient être émises : les

informations présentées par les reporters «incorporés» se limiteraient à identifier «gagnants» et «perdants» du conflit, sans donner une vue d'ensemble de la situation.

L'étude a également démontré que les reportages télévisés réalisés par des reporters «incorporés» donnaient une image excessivement aseptisée du conflit irakien.

Selon Mark Damazer, responsable adjoint de BBC News, s'il est possible aux reporters «incorporés» d'offrir une couverture objective de l'actualité, ceux-ci évitent néanmoins de diffuser des images trop parlantes ou trop violentes, ce qui ne va pas dans le sens de la démocratie.

Les participants se sont opposés sur de nombreuses questions, mais tous sont convenus que, pour assurer la meilleure couverture possible de l'actualité, il est souhaitable d'associer les reportages de journalistes «incorporés» et ceux des reporters indépendants, sans dépendre d'une seule de ces catégories.

La sécurité

Ouvrant les débats de la deuxième session, Sir Jeremy Greenstock, émissaire spécial britannique auprès de l'autorité provisoire de la



Coalition, a lancé un avertissement : chaque individu, y compris les journalistes appelés à couvrir un conflit, doit veiller à sa propre protection, par exemple en se déplaçant dans un véhicule sécurisé représentant de l'autorité.

Cette session modérée par Nik Gowing, présentateur de BBC World, a commencé par un hommage aux lauréats du prix Rory Peck et l'International News Safety Institute et a tenu à saluer la mémoire des journalistes tombés sur les champs de bataille et à présenter *Dying to tell the story*, ouvrage écrit en hommage à tous les professionnels des médias qui ont laissé leur vie en Irak.

Est-il nécessaire de repenser les programmes de sensibilisation à la sécurité ? Doit-on consulter des spécialistes de ce domaine ? Qu'en est-il de l'usage d'armes à feu et des escortes de gardes armés pour les journalistes ? Ces préoccupations ont

fait l'objet de vifs échanges entre les participants et des images d'échanges de coups de feu entre des hommes armés et les gardes chargés de protéger Brent Sadler, correspondant de CNN, dans les environs de Tikrit, ont été projetées.

Eason Jordan, vice-président exécutif de CNN, a d'ailleurs affirmé que si les reporters de la chaîne américaine n'avaient pas été protégés, plusieurs d'entre eux auraient sans nul doute perdu la vie dans cette attaque.

Selon Eason Jordan, il est regrettable que les journalistes doivent faire appel à des gardes armés, mais le conflit irakien ne constitue pas une première: cela s'est fait en Somalie, en Afghanistan, et il s'agit avant tout de protéger les reporters.

Nombre de participants ont fait part de leurs préoccupations sur ce sujet. D'après eux, le fait d'être accompagnés de gardes armés fait

courir un plus grand danger aux journalistes chargés de couvrir des conflits.

Chris Cramer, responsable de CNN International, n'est pas convaincu qu'il s'agisse là d'un point de non-retour : « Il ne s'agit pas de franchir le Rubicon. Il s'agit d'une situation délicate, c'est vrai, mais il ne faut pas occulter le fait que les journalistes représentent souvent des cibles de choix. »

Chris Cramer a rappelé que les attaques contre les journalistes peuvent être motivées par des raisons basement financières, les équipes de reportage étant appelées à se déplacer avec des sommes importantes d'argent en liquide et des équipements sophistiqués et très coûteux.

Une opinion que l'expérience de Lindsey Hilsum, correspondante de Channel 4, et de son équipe tend à confirmer.



Menacés par deux hommes armés sur la route reliant Amman à Bagdad, les reporters ont été contraints d'abandonner 500 dollars et un téléphone satellite à leurs assaillants. Tim Lambon, caméraman présent sur place, a cependant affirmé que l'équipe aurait pu être tuée si elle avait été armée.

Partisans et adversaires de l'utilisation de gardes armés pour protéger les journalistes se sont opposés lors de cette session et un fossé s'est creusé particulièrement, mais pas uniquement, entre les représentants de grands groupes de médias britanniques et américains qui font appel à des sociétés privées pour protéger leurs journalistes et les radiodiffuseurs d'autres pays, pour lesquels les coûts sont simplement trop élevés. Un point de vue défendu par un journaliste de NPS, le radiodiffuseur public néerlandais, qui pour des raisons purement financières choisit de ne pas recourir à des gardes armés.

Par ailleurs, le psychologue Anthony Feinstein, de l'université de Toronto, et Mark Brayne, directeur du Dart Centre Europe, se sont penchés sur la question de savoir si les organismes et agences d'informations déployaient tous les efforts nécessaires pour aider les journalistes atteints de traumatismes ou présentant un état de stress post-traumatique.

Technologie

Une session spéciale a évoqué les derniers développements technologiques permettant aux médias d'assurer une couverture efficace du conflit irakien et de présenter les prochaines innovations techniques en matière de radiodiffusion.

Des progrès remarquables ont été accomplis dans les domaines des graphiques et de la réalité virtuelle permettant de rendre compte de l'actualité de manière plus efficace et plus stimulante, du point de vue

visuel. Des spécialistes donnant des exemples de nouvelles technologies ont souligné le risque de voir l'évolution technique dénaturer la couverture des événements d'actualité.

2004 pose de nouveaux défis au secteur de l'information, NewsXchange 2004 devrait donc réunir un nombre encore plus important de rédacteurs en chef, de spécialistes des questions de sécurité et d'experts des médias.

Sites Internet

NewsXchange :

www.newsxchange.org

INSI : www.newssafety.com

Dart Centre Europe :

www.dartcenter.org/europe/

Eurovision – Zerorisk International

<http://www.zerorisk-international.com>

Incorp

Monica Maggioni,
correspondant de guerre TG1, RAI



En 2002, un article insolite du «New York Times» expliquait que le Pentagone organisait des cours de préparation pour les journalistes de guerre, notamment ceux qui pourraient être un jour appelés à suivre l'armée américaine en cas de conflit en Irak.

Cet article, après un coup de fil au service de presse du Pentagone et des mois de démarches bureaucratiques, nous a emmenés au cœur de la guerre en Irak parmi les soldats américains : incorporés !

Au rendez-vous du 12 mars 2003 à l'Hôtel Hilton de Koweït City, un contingent de cinq cents journalistes reçoit masques à gaz et combinaisons de protection NBC (nucléaire, bactériologique, chimique), avant répartition sur un immense territoire, en même temps que deux cent mille soldats.

Doorés!



Malgré les discours de la veille, personne n'est plus tenu d'avoir suivi un cours de survie ou d'autres entraînements de ce type: l'enchaînement des événements et la guerre imminente laisseront peu de place à tout cela. Mais le Pentagone avait décidé d'ouvrir sa porte afin de faire entrer dans la guerre quelques journalistes voyageant avec les soldats, assistant de près aux combats et à l'avancée des troupes, partageant risques et vicissitudes du quotidien.

Cette situation a eu évidemment pour conséquence directe le fait de devoir respecter une série de pactes. Le premier d'entre eux est l'obligation de ne pas révéler le lieu de l'action en cours, comme le stipule le vademecum officiel, pendant la durée de la mission, qui ne peut être racontée que lorsqu'elle est effectuée, terminée.

Il n'y a, par ailleurs, aucune requête précise, si ce n'est, condition absolue, que chacun n'emporte que la quantité

de bagages, y compris le matériel technique, qu'il est en mesure de transporter seul, sans que cela constitue une charge ou une entrave à l'avancée normale des troupes.

Tout semble parfaitement organisé et les équipes de télévision n'emportent qu'un équipage léger, qui fait renoncer à la Betacam, pour un caméscope numérique, moins encombrant, un ordinateur et le matériel de transmission. Les règles stipulent aussi que chacun ne doit emporter qu'un minimum de vêtements et être indépendant à tous points de vue, sauf pour ce qui est de la nourriture et du transport.

Après ces mises au point, un officier américain nous assigne l'unité avec laquelle nous allons nous déplacer et, dès la première prise de contact, nous comprenons que personne ne s'occupera de nous, qu'il ne s'agit pas d'un voyage organisé par un service de presse, que chacun devra faire face à sa propre réalité, trouver des sujets dans les gestes du quotidien, dans la vie de tous les jours d'un groupe de soldats sur le pied de guerre, et qu'il faudra se débrouiller pour survivre.

À cet instant, l'opérateur Silvio Giulietti et moi-même nous retrouvons seuls face à l'aventure. Silvio a emporté une caméra Sony



150; j'ai ma 120, pour ne pas être pris au dépourvu. Nous savons pertinemment ce qui nous attend : une lutte de tous les instants contre le sable du désert, la poussière, la chaleur.

Au début, nous sommes surtout inquiets à propos des contrôles. Quelqu'un va-t-il visionner nos sujets, contrôler ce que nous allons transmettre ? En fait, personne ne nous demande quoi que ce soit pendant la première semaine au Koweït, alors que nous suivons la vie des soldats qui s'exercent, dans l'attente de l'ultimatum à Saddam. Puis, lorsque la guerre commence, les rouages de l'organisation se grippent et se perdent dans les interminables

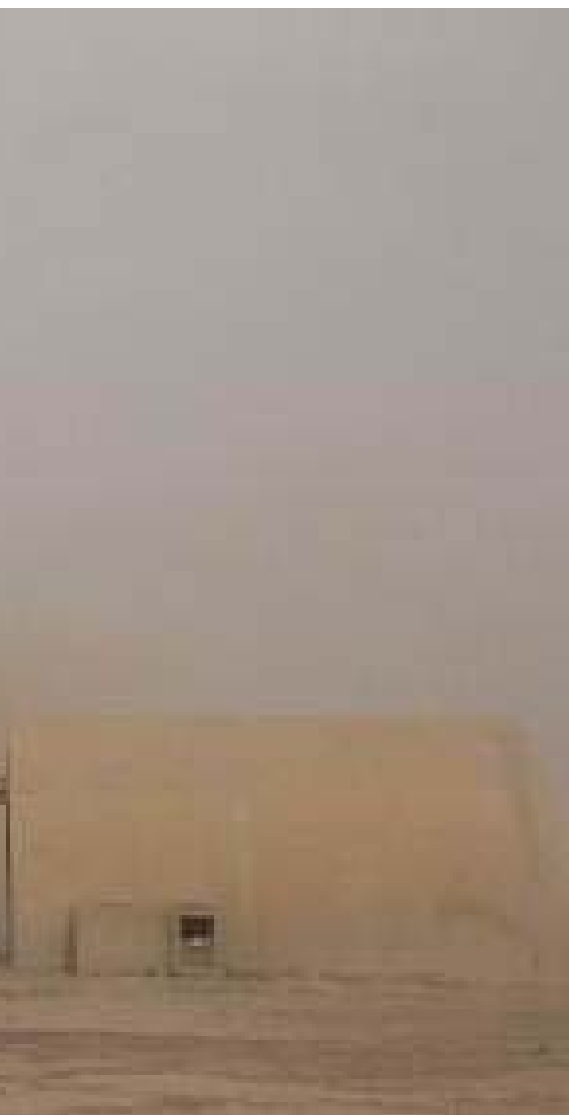
files formées par les convois qui pénètrent en territoire irakien, dans les tempêtes de sable, dans une logistique bien trop compliquée à gérer.

Les journalistes sont le cadet des soucis. Personne ne contrôle quoi que ce soit. La seule interdiction absolue est de parler des lieux où nous nous trouvons : tous ceux que nous rencontrons dans le cadre de notre travail nous le rappellent. Il en va de leur sécurité et de la nôtre. Nous nous apercevons très vite que seules les caméras des grands réseaux américains et britanniques sont restées sous l'œil vigilant et sévère du Pentagone. Tous les autres réseaux ne

sont que de petits pions ballottés dans l'immense branle-bas d'une armée passée à l'attaque.

Chaque déplacement nous oblige à négocier avec un officier rencontré par hasard, avec un soldat qui nous appelle à la dernière minute pour nous dire qu'il reste de la place dans un hélicoptère ou sa jeep pour aller ailleurs... et chaque vol, chaque mètre de territoire irakien est l'occasion de voir cette armée de l'intérieur, de voir de près le visage de ces soldats en tenue de camouflage.

Jour après jour, nous découvrons leur histoire. Le sergent F., soldat jusqu'au bout des ongles, raconte les missions



des forces spéciales comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo. D'une froide lucidité, il connaît la guerre et s'y sent tout à fait à l'aise. Il y aussi K., dix-neuf ans, qui voulait apprendre à piloter un hélicoptère. Sans moyens de se payer le brevet dans le civil, il avait alors décidé de s'enrôler et se retrouvait presque par hasard en Irak. Et puis encore C., qui passe son temps à lire, du matin au soir. Dans l'armée, il gagne de quoi payer ses études. Mais aujourd'hui il est à la guerre.

Nous réussissons à transmettre chaque jour grâce à notre système, limité, mais fiable : un système Nera (le second, indispensable pour le direct, ne marchera jamais), un ordinateur

portable sur lequel a été installé Adobe, qui permet de monter simplement et rapidement nos sujets avant de les transmettre. Malheureusement, comme nous devons nous contenter d'un Nera, la vitesse de transmission est l'un de nos pires tourments. Pour envoyer un sujet de 1' 30", nous devons rester en ligne près d'une heure. Nous finissons tout de même par nous y habituer, et nous adaptons le temps nécessaire à la production en fonction de ces liaisons que nous apprenons à gérer.

Les déplacements de nuit, tous feux éteints, sont les moments les plus difficiles : lents, angoissants, à quelques kilomètres des combats en territoire irakien.

Nous avons passé près de sept semaines sous la tente, à manger la tambouille militaire, à essayer de raconter la guerre, sujet difficile entre tous. Mais nous avons surtout vécu une expérience unique, avec un aperçu extraordinaire d'un monde très difficile à s'imaginer de l'extérieur.

Pour ceux qui comme nous n'ont pas subi de censure, le long parcours d'incorporé est devenu un passionnant voyage dans l'un des volets les moins connus de la guerre, celui des soldats, de leurs peurs, de leur vie au quotidien. Un voyage au cours duquel nous avons eu affaire à

des hommes d'expérience et à des ingénus, à de froids professionnels et à des enfants, ignorant le plus souvent ce qui se passait à quelques centaines de mètres de leur position.

Nous en avons souvent parlé avec les collègues rencontrés le long du chemin. Le regard de l'incorporé n'est pas le seul que l'on peut avoir sur la guerre, mais, dans un journal ayant de nombreux envoyés, il est porteur d'un récit extraordinaire.

En nous déplaçant avec les soldats, découvrant l'Irak mètre après mètre, nous avons compris que nous n'en étions qu'au début et que très bientôt les enfants irakiens au bord des routes du sud perdraient leur sourire. L'Irak aujourd'hui est un enfer. Les soldats de la coalition y sont toujours.

Nous avons revu dans l'une des bases en Irak quelques-uns des soldats avec lesquels nous avons voyagé : certains sont rentrés au pays dans un body bag, le sac noir utilisé pour le transport des cadavres. Les plus chanceux regardent désormais la guerre en Irak à la télévision, aux États-Unis, chez eux, auprès de leurs êtres chers, mais la guerre va encore durer longtemps.

C. a envoyé un e-mail il y a quelques jours. Le système des rotations pourrait bien le faire revenir chez lui dans quelques mois, plus d'un an après. Maintenant, l'Irak, il connaît; et la guerre, il sait ce que c'est.



Guerre en Irak :

COUVER

S.Y. Quraishi,

Directeur général de Doordarshan, le radiodiffuseur national indien

En Inde, le conflit irakien a fait les gros titres



En dépit des liens historiques unissant l'Inde et l'Irak, les menaces de guerre planant sur la région ont incité les diplomates indiens à agir sans tarder. L'Inde avait son propre point de vue sur la guerre en Irak et se devait de le faire connaître, d'autant que la couverture des événements par la BBC et CNN n'était pas considérée comme totalement impartiale.

Doordarshan a déployé les efforts nécessaires et renforcé progressivement sa couverture, à mesure que la tension augmentait et que les hostilités semblaient sur le point d'éclater. Ainsi, une équipe a été envoyée sur le sol irakien, contrairement au choix de certaines chaînes indiennes, dont les reporters étaient basés dans des régions proches de l'Irak.

Les journalistes de Doordarshan, professionnels expérimentés, ont été choisis pour leur connaissance de la région et leur solide réseau de contacts, tant en Irak que dans les pays voisins. Étant donné qu'ils étaient appelés à travailler dans des conditions extrêmement difficiles, voire dangereuses, il fallait garantir leur sécurité et leur assurer un appui financier constant.

En dépêchant des reporters en Irak, Doordarshan respectait sa mission de service public, qui consiste notamment à contribuer au pluralisme de l'information. Le public indien devait en effet être tenu informé du cours des événements et de l'imminence d'une attaque des forces américaines.

Éclairage objectif

La guerre et ses conséquences humanitaires dramatiques ont été abordées du point de vue indien, ce qui a permis à Doordarshan d'offrir un éclairage objectif de l'actualité et de servir de référence pour de nombreux téléspectateurs, en Inde, mais également dans les pays du Golfe, par exemple.

Après avoir étudié certaines questions de crédibilité, de sécurité, de rapidité et de financement, Doordarshan a décidé de collaborer avec Third Eye, société de production indépendante,

ture

de la chaîne publique indienne



pour assurer une couverture plus efficace de la guerre. Saeed Naqvi, le producteur responsable de Third Eye, est un spécialiste des pays du Golfe et il a constitué une équipe de reporters, correspondants, cameramen et ingénieurs expérimentés.

À cette équipe étaient également intégrés plusieurs journalistes chevronnés de Doordarshan, dépêchés dans certains endroits stratégiques. Satish Jacob et son

cameraman, basés à Bagdad, ont permis à la télévision publique indienne d'être au cœur de l'actualité.

Le programme spécialement conçu à cette occasion («World View India : India Cares, Indian Counts») reflétait la volonté du radiodiffuseur public indien d'offrir son propre point de vue sur la situation, sans nécessairement faire appel à des chaînes de télévision ou à des agences d'information étrangères. Diffusée en «prime time» du dimanche au jeudi, cette émission d'une demi-heure avait pour principal objectif de faire régulièrement le point sur la situation.

L'équipe de Doordarshan, présente à Bagdad avant le début des hostilités, a permis d'informer régulièrement les téléspectateurs de l'évolution de la situation sur place, des négociations diplomatiques au déploiement progressif des forces militaires dans le Golfe.

Déterminer le moment opportun pour envoyer les journalistes sur place constituait un élément essentiel : il s'agissait d'agir ni trop tôt, pour limiter les frais, ni trop tard, afin que les reporters puissent encore pénétrer en Irak. Une stratégie payante, car nos journalistes ont été opérationnels au moment voulu, permettant à Doordarshan d'être en première ligne

pour la couverture et de fournir des informations essentielles à de nombreux autres radiodiffuseurs.

Ouverture

Certains des principaux acteurs politiques internationaux sont intervenus sur la chaîne publique indienne : le secrétaire d'État américain, Colin Powell, et le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, par exemple, ont accordé des entretiens exclusifs. D'autres politiciens se sont également exprimés sur la chaîne indienne, notamment Shashi Tharoor, secrétaire général adjoint des Nations unies à la communication et à l'information, le Premier ministre et le ministre des

Audience* en Inde de la guerre en Irak

<i>Doordarshan (DD1)</i>	11 237 000
<i>Aaj Tak</i>	218 000
<i>Zee News</i>	72 000
<i>Star News</i>	41 000
<i>BBC World</i>	37 000
<i>CNN</i>	17 000

*15-ans-et-plus, 20 mars 2003



Affaires étrangères pakistanais, le président afghan, Hamed Karzai, l'envoyé spécial des Nations unies en Afghanistan, Lakhdar Brahimi, Ahmad Chalabi, chef du Conseil national irakien, le prince Hussein de Jordanie, le ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka, Tyrone Fernando, l'ancienne Premier ministre pakistanaise Benazir Bhutto, l'homme politique Imran Khan et le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Mohsen Aminzadeh.

Doordarshan était en première ligne de l'actualité, donnant un relief particulier à la politique étrangère de



l'Inde, et, le jour où la guerre a éclaté, l'émission a battu des records d'audience plus de 11 millions de téléspectateurs le soir du 20 mars, soit trente fois plus que l'audience de toutes les autres chaînes réunies.

La chaîne du câble la plus populaire, Aaj Tak, n'a recensé que 218 000 téléspectateurs. Quant à la BBC et à CNN, leur taux d'audience est resté modeste.

Le conflit irakien a été couvert sous plusieurs angles, contrairement à ce qui avait été fait lors de la première guerre du Golfe. Cette fois, dans de nombreux pays de la région, l'opinion publique a pu se faire entendre et exprimer un point de vue différent de celui habituellement véhiculé par les grandes chaînes d'actualité internationales.

Le tiers monde a pu se forger sa propre opinion et exprimer sa vision des choses. L'aspect humain du conflit ne pouvait désormais plus être négligé: il est vrai que les téléspectateurs des pays en voie de développement sont souvent plus sensibles à certaines conséquences concrètes des situations de crise.

Ils étaient nombreux, par exemple, à attendre de savoir quand l'alimentation en eau potable serait rétablie. Le téléspectateur indien moyen s'intéresse en effet moins aux aspects purement politiques qu'à la dimension humaine du conflit.

Les journalistes des chaînes indiennes, souvent jeunes et inexpérimentés, s'ils ne sont pas en mesure de proposer une analyse politique approfondie, savent compenser ce manque



d'expérience par une approche plus terre à terre de l'actualité, privilégiant l'opinion de l'homme de la rue, captant ses craintes, ses douleurs et ses problèmes, mettant le téléspectateur au cœur de l'information.

La prolifération des chaînes d'information locales, en Inde, donne naissance à un nouveau type de journalisme, en prise directe avec l'actualité, mais qui n'en néglige pas pour autant la dimension humaine et les conséquences concrètes.

La couverture de Doordarshan a permis de soulever certaines des questions essentielles que se posent les Irakiens: et maintenant, que va-t-il se passer ? À quoi l'Irak doit-il s'attendre ?

La couverture de la guerre en Irak a confirmé la place importante

qu'occupe désormais Doordarshan sur la scène des médias internationale.

Il lui reste maintenant à déployer tous les efforts nécessaires pour asseoir sa position d'acteur majeur de l'information.

Version éditée de l'article publié dans Media Asia 3/2003 - www.amic.org.sa

